

"Non au financement des projets aggravant le changement climatique et les violations des droits humains"

En marge des assemblées annuelles de la BAD, les groupes de la société civile exigent plus d'engagement de la part de la BAD.

27 Mai 2022

Accra, Ghana

Les organisations de la société civile exhortent la Banque Africaine de Développement (BAD) à mettre fin au financement des projets qui exacerbent le changement climatique, nuisent à l'environnement et causent des violations des droits humains.

Cette doléance est réitérée cette semaine lors des Assemblées Annuelles organisées par la banque à Accra, au Ghana.

Plus de 3000 délégués prennent part à ce sommet qui a pour objectif premier de mettre l'accent sur le rôle que peut jouer la banque dans le processus de transition énergétique et son aboutissement à la résilience climatique en Afrique. Néanmoins, les communautés les plus affectées par l'impact du changement climatique, et les organisations de la société civile qui soutiennent ces populations vulnérables, n'ont malheureusement pas droit de cité au cours de ces assises.

Une fois encore, des décisions cruciales sur la réalisation de mégaprojets qui affectent le quotidien de ces populations seront prises sans leur consentement et en leur absence.

A cet effet, du 23 au 25 mai, trente (30) participants venant de 11 pays ont tenu une réunion parallèle à Accra, afin d'élaborer des stratégies pour que les voix des communautés africaines soient entendues et respectées dans les instances de la BAD afin de relever les défis urgents qui se posent à l'Afrique.

La plupart des participants à la session stratégique sont membres de la campagne [#Dev4Africa](#), qui exhorte la BAD à se montrer plus transparente dans ses opérations et à s'engager efficacement avec les défenseurs de droits en Afrique afin qu'ils puissent mettre à partie leurs expertises.

La BAD finance des centaines de projets sur le continent et constitue l'un des principaux acteurs économiques en Afrique. Grâce à ces financements directs et indirects, la banque soutient la réalisation des projets et des politiques dans plusieurs secteurs, notamment l'agroalimentaire, l'énergie et le développement des infrastructures.

Paradoxalement, bien que le mandat de la BAD soit de servir l'intérêt des populations africaines, elle reste à la traîne comparativement à ses paires dans la mise en œuvre transparente et participative des politiques et il est très difficile à la société civile, aux communautés locales, aux peuples autochtones et à tous les ayants-droits de demander des comptes à la banque sur l'ensemble de ses opérations.

Cette approche du développement adoptée par la BAD affecte négativement les communautés bénéficiaires et riveraines de ces projets, notamment les atteintes aux droits humains, le droit du travail et les dégâts causés à l'environnement.

La démarche de la banque devient contradictoire face à des défis tels que la crise climatique où la BAD finance d'une part des projets d'adaptation et d'atténuation nécessaires pour le bien être des ayants-droits et finance d'autre part la réalisation des projets d'hydrocarbure nuisibles au climat.

« Cela fait des années que nous nous demandons pourquoi la Banque apporte son soutien à un projet si dévastateur, c'est complètement incompréhensible de la part d'une banque qui est censée améliorer les conditions de vie des populations africaines » a déclaré Mme Fatou Samba, représentante d'une

communauté dont les moyens de subsistance et l'environnement ont été affectés par le projet de centrale à charbon de Sendou, au Sénégal, financé par la BAD.

Ces réunions interviennent à un moment opportun pour la BAD puisque l'institution révisé et met à jour son Système de Sauvegarde Intégré (SSI), un ensemble de règles visant à prévenir et à atténuer les impacts environnementaux et sociaux que pourraient avoir les projets de la banque. Les organisations de la société civile ont demandé à la BAD de saisir l'occasion de cette révision pour renforcer la protection environnementale et sociale et étendre la couverture du SSI afin d'inclure davantage les groupes marginalisés.

"La transparence et la participation font partie des plus grandes lacunes de la gouvernance de la BAD, et les assemblées annuelles 2022 démontrent malheureusement l'incapacité à donner la priorité à l'engagement avec la société civile et les communautés. Nous sommes extrêmement inquiets qu'il n'y ait aucun espace pour la société civile dans le programme officiel." Aly Marie Sagne, Fondateur et Directeur Exécutif, Lumière Synergie pour le Développement, Sénégal

Les participants à la session stratégique de la société civile formulent les recommandations suivantes à la BAD :

- Protéger les ressources naturelles, régler les crises environnementales et climatiques et assurer une transition énergétique équitable, notamment par une révision de la politique du secteur de l'énergie ;
- S'assurer que les processus de formulation des politiques, l'élaboration des programmes et des projets soient participatifs, surtout dans le cadre des révisions de la politique de diffusion et d'accès à l'information et du système de sauvegardes intégré qui sont en cours ;
- Donner la priorité au développement centré sur les besoins des communautés et aux approches fondées sur les droits humains ;
- Faire plus en matière d'accès à l'information, de transparence et de responsabilité, notamment par la création d'un fonds de recours pour remédier aux effets négatifs des projets ;
- Mettre fin à l'inégalité, à la pauvreté, aux limitations et à la privatisation des services d'utilité publique
- Protéger les pays africains de la crise croissante de la dette.

Alors que la BAD clôture ses Assemblées Annuelles cette semaine, elle devrait inscrire l'intérêt des communautés africaines au premier plan.

Le développement durable est impossible sans la voix de ceux qui sont le plus touchés par le développement.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Aly Marie Sagne, Lumière Synergie pour le Développement (LSD)

a.sagne@lsdsenegal.org; +2332021985169/+221768393745

Tity Agbahey, Coalition pour les droits humains dans le développement

tagbahey@rightsindevelopment.org